

Le droit de cité en bandoulière

À la logique comptable et à l'avidité d'un système ressemblant plus à un vaste Monopoly qu'à un projet de ville fait pour tous, les Marseillais répondent solidarité, causes et luttes communes. C'est tout l'objet du manifeste pour un « Marseille vivant et populaire » présenté ce mardi matin, dans un élan commun, par une diversité de collectifs, de syndicats, d'associations et de citoyens. Un vœu tel un pavé lancé avec l'énergie non pas du désespoir mais celle de la colère.

Une colère fertile, un cri sorti des entrailles de la ville

Une colère fertile et non stérile. Car du drame de l'effondrement des immeubles rue d'Aubagne, a surgi un cri sorti des entrailles de la ville, se propageant au-delà de son centre pour atteindre les quartiers périphériques, unis par le même sentiment d'abandon ; conscients que c'est désormais ensemble qu'il faudra trouver les solutions et se battre pour inverser la logique et remettre Marseille à l'endroit.

Il y aura un avant et un après 5 novembre 2018. Un après en forme de sursaut et de prise en main par les citoyens eux-mêmes.

Il en faudra de l'organisation, du débat, de la démocratie et du rapport de force pour faire face, s'attaquer et mettre en échec une politique menée avec des soutiens très puissants, parmi lesquels les majors du BTP et les rois de la spéculation. Chacun et chacun y mettra son expérience, son savoir, apportera sa pierre pour construire, ou plutôt reconstruire, ce Marseille vivant et populaire.



Bruno Le Dantec, collectif La Plaine

« Nous avons créé le collectif La Plaine en 2012. À l'époque, la Ville décide d'équiper les rues de caméra surveillance. Notre quartier est convivial, c'est l'essence même de la vie locale. Nous avions en 2015 proposé un contre projet pour préserver l'énergie, l'écosystème et les usages de la place. Nous sommes à l'initiative de ce manifeste. Il a surgi lors d'une réunion commune chez Solidaire, à la suite de l'effondrement de Noailles, avec tous les syndicats et les collectifs présents. Nous avons un tas de points en commun avec les autres associations. Ce manifeste dénonce toute la politique d'abandon constatée partout dans la ville. C'est aussi l'expression de ce que nous aimerions pour notre Marseille, qui a plein d'atouts, notamment sa population. »

Djamila Haouche, Il fait bon vivre à Air Bel

« J'ai fondé il y a une dizaine d'années « il fait bon vivre dans ma cité » pour lutter contre le mal vivre lié à l'abandon des bailleurs. La cause principale : s'indigner face à l'insalubrité. Nous sommes solidaires avec la rue d'Aubagne, on a peur que ça tombe ici. Ce manifeste nous permet de tirer la sonnette d'alarme une fois de plus. »



Nassera Ben marnia, collectif du 5 novembre

« Nous avons créé ce collectif suite à l'effroi suscité par les événements du 5 novembre. À cette période rien n'était organisé, tout était flou. C'est par nécessité d'organisation et de soutien que nous avons spontanément mis en place cette structure. Nous nous joignons logiquement au manifeste. Nous souhaitons préserver le centre-ville d'une urbanisation à outrance qui chasse les pauvres des quartiers. »



Mohammed Bensaada, syndicats des quartiers populaires de Marseille

« Fin 2016, nous avons créé une structure syndicale pour soutenir des collectifs en place dans les quartiers. Nous voulions apporter les compétences acquises par notre expérience. Nous allons là où les habitants nous appellent pour mettre en avant leurs luttes et leurs revendications. Avec le drame du 5 novembre, il y avait cette idée de mutualiser les ressources autour d'un objectif commun : reprendre le destin de cette ville. La mairie laisse pourrir le parc immobilier avec pour but



final la gentrification. Nous sommes persuadés que les habitants ont des solutions à mettre en place dans leur quartier pour améliorer les conditions de vie. L'idée est que le débat politique

tourne autour des questions qui préoccupent les Marseillais. »
Recueillis par Arthur Lederer

Marseille : les collectifs s'unissent pour leurs quartiers

À Marseille, collectifs et associations de quartier ont décidé d'unir leurs forces dans un manifeste afin de faire entendre leurs revendications et leurs souhaits pour dessiner la ville de demain.

Michel Dubreuil, FSU

« Les membres de la FSU 13 sont actifs dans des collectifs de quartiers. À force de rencontres, d'échanges, et de partages, nous avons constaté que des militants pas forcément affiliés à notre étiquette œuvrent et luttent pour les mêmes causes. À partir du moment où on se bat pour les mêmes valeurs, où on souhaite le même avenir pour Marseille, c'est tout naturellement que le FSU 13 signe ce manifeste. »



Sébastien Regnault, comité DAL 13

« Nous avons signé ce manifeste parce que nous sommes pour un Marseille populaire et pour que chacun puisse bénéficier d'un logement digne. Nous mettons en avant l'ordonnance de 1945 sur la réquisition. C'est la solution pour mettre à l'abri les plus vulnérables. On le voit à Marseille où 230 personnes sont hébergées par Solidaire sans l'aide de l'État. »



Plan local d'urbanisme : l'illusion de la concertation

URBANISME

Face à un dossier ultra-complexe, les citoyens peinent à saisir tous les tenants et aboutissants.

Pas assez de gens viennent dans le cadre de l'enquête publique. Lors de ses vœux à la presse, le préfet a reconnu les difficultés des citoyens à se saisir du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), dont l'enquête publique dans 18 communes se déroule jusqu'au 4 mars. Et Pierre Dartout d'inciter à participer.

Encore faut-il le savoir décrypter ce PLUi, qui est « la traduction de notre projet politique à échéance de 10 ans », rappelait, en séance municipale de juin, Laure-Agnès Caradec (LR), adjointe marseillaise déléguée à l'urbanisme. Et l'élue d'évoquer « quelque chose de complexe », assurant de « moyens pédagogiques pour que le grand public puisse avoir un document qui soit le plus explicite ».

10 000 pages de documents, des acronymes à n'en plus finir, des zonages bardés de lettres et de chiffres, le PLUi ne parle guère au profane. Si tous les documents sont en ligne

ou consultables dans l'un des 27 lieux d'enquête publique, il faut être bien armé pour les appréhender.

« Écoutez les Marseillais, faites venir toutes les associations : celles qui s'occupent de l'environnement, de la mer ou des mal logés... », exhortait, en juin, Benoît Payan (PS), lors de ce même conseil municipal. Si les permanences des enquêteurs publics sont souvent creux, les contributions numériques fonctionnent : plus de 420 observations ont déjà été mises en ligne depuis l'ouverture de l'enquête le 14 janvier.

« Les documents sont trop réduits à de la technocratie plutôt qu'à la compréhension citoyenne », déplore Christian Pellicani. Le conseiller métropolitain (PCF) organise tous les mercredis matin de février (6, 13, 20 et 27 au 8, cours Jean-Ballard) des rencontres pour analyser les zonages et « élaborer des propositions collectives ou individuelles ». Le collectif « Nos quartiers demain », opposé au projet d'hôpital privé à Saint-Barnabé, accompagne aussi les riverains dans leurs requêtes sur le PLUi.
FC.

SECOURS POPULAIRE Un fonds pour améliorer la vie des sinistrés

Une réunion a été organisée hier à la mairie des 1er et 7e arrondissements entre le Secours Populaire 13 et les sinistrés relogés pour déterminer ensemble la nature des dépenses des fonds récoltés lors de la campagne de récolte de fonds organisée par l'association. Avec l'appui du Crédit Mutuel, 7 300 euros ont été récoltés. Une somme qui servira à financer un séjour de plusieurs jours pour permettre aux évacués de s'évader d'un quotidien morose. « Nous vivons dans un 15 m², il n'y a rien pour mes enfants. On dirait une cellule » glisse Yasmina Azri, mère de quatre enfants, à l'hôtel. Le Secours Populaire a multiplié les actions. « On a fait des collectes en centre-ville de produits hygiéniques, alimentaires pour ensuite les redistribuer à la Cité des associations », détaille Djawida Achaïbou, bénévole. La mairie des 1-7 assure de son soutien. « Nous coopérons avec le Secours Populaire en les accueillant dans nos locaux deux fois par semaine pour des aides alimentaires, des ateliers pour les enfants », explique la maire LR Sabine Bernasconi. Mais les sinistrés semblent pessimistes quant à une action prochaine de la municipalité pour les reloger. « À chaque fois la municipalité parle mais ne fait rien » se désole Yasmina... VL-V.



Une cagnotte de 7 300 euros pour les évacués. PHOTOVL.V.



« Ils ont débarqué un matin, il y avait la police et ils ont tout fermé », raconte le garagiste. PHOTO DC.

Marseille : le calvaire des mères de la Capelette

LOGEMENT

L'appel à l'aide de mères évacuées d'un immeuble insalubre au 289, avenue de la Capelette.

Des vélos d'enfant sont restés devant l'immeuble fantôme, le dernier signe de vie de ce vieux îlot de misère qui grouillait de minots. La toiture du 289, avenue de la Capelette (10e), ses murs porteurs laissaient passer l'eau depuis des années. Le danger était réel pour la quarantaine de logements dans ce nid d'insalubrité. Le 9 décembre 2018 à 20h30, le plafond du 1er étage s'est effondré sur Chaïma qui cuisinait avec sa fille de 6 ans. « Tout m'est tombé dessus. Depuis on est à l'hôtel sans habits, sans rien. On n'en peut plus. On a tout perdu », raconte cette mère de 40 ans, le cou tenu par une minerve. Elle se retrouve en hôtel avec ses deux enfants choqués et un oncle de 75 ans. « Il ne

faut plus remettre de gens dans cet immeuble. Il faut dire la vérité sinon il y aura un autre drame comme à la rue d'Aubagne », craque la jeune femme à bout. Le syndic Steyer et Dorat, que nous avons cherché à joindre, n'a jamais fait les travaux, nous dit-elle. « Il pleuvait chez moi. Ma fille a pris l'électricité cinq fois. Et maintenant des gens nous font pression pour qu'on résilie le bail. Je n'en peux plus, je suis une femme seule, je n'ai plus de force. » Sa petite fille de 6 ans se cache, attend que le soleil se lève pour dormir. Son garçon de 16 ans déprime. Au lycée, on se moque de lui « parce qu'il remet toujours le même survêtement ». Le propriétaire de son T2 à 600 euros, un jeune gestionnaire qu'elle apprécie, est dépassé. « Elle me fait de la peine avec ses enfants mais je ne peux même pas faire d'autre crédit. Cet appart, c'est l'erreur de ma vie », nous confiait-il hier. Il avait fait de nombreux travaux, mais la toiture, c'est la copro-

priété et le syndic. Le 2 janvier, un technicien de l'APAVE a constaté des « désordres importants ». Finalement, tout l'immeuble a été évacué et hier, l'arrêt de péril grave et imminent est tombé. « Ils ont débarqué un matin, il y avait la police et ils ont tout fermé », raconte le garagiste à côté. La vieille maison vermoulue au n° 287 a connu le même sort.

« J'essaye d'avancer dans mon malheur »

« Du jour au lendemain, ces mamans dehors avec tous leurs gosses », s'émeut une riveraine. Laurina, 30 ans, se retrouve dans une chambre d'hôtel de la rue Sénac avec ses 5 enfants dont un nourrisson de 6 mois. Elle aussi est traquée par son propriétaire qui veut « casser le bail » effrayé à la perspective de rembourser à la mairie des milliers d'euros de facture d'hôtel. Pour toutes ses mères déjà en grande précarité sociale, être évacuée est une catastrophe qui les fragilise un peu plus.

« Je ne suis pas une profiteuse, je ne demande pas la charité, mais il me faut un HLM », explique la jeune femme levée dès 6 h 30 « pour préparer les enfants » et qui court toute la journée entre les écoles, l'Espace d'accueil de la rue Beauvau, la cantine municipale. Une directrice et des mamans l'ont vue en pleurs devant l'école ont décidé de « faire un mail à un élu ». « J'essaye d'avancer dans mon malheur. Cet appartement, je l'avais pris car j'allais être à la rue et il n'y avait pas de caution. Même avec la moisissure, les cafards, les rats dans le couloir, l'eau qui coule sur le tableau électrique quand il pleuvait, je me taisais pour ne pas qu'on me retire mes enfants. » Laurina avait bien alerté le service communal d'hygiène et de santé en janvier 2017 de l'insalubrité de son T3. « Ils ont dit que ce n'était pas aux normes et le propriétaire a fait juste une petite lucarne pour faire l'aération car j'avais une pièce noire. » David Coquille



Habitat indigne : la Ville délègue

MARSEILLE

Lundi prochain, près de trois mois après le drame de la rue d'Aubagne, le mal logement sera encore à l'ordre du jour du conseil municipal.

Ce jeudi, la Métropole va lancer les Assises du logement, promises fin novembre lors de la présentation de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. Ce même jour, la Ville de Marseille dira adieu à sa Maison du logement, vers la Joliette (2^e). Elle va déménager, au 19, rue de la République, pour devenir « l'Espace accompagnement habitat », sous la coupe de la Métropole. Comme un symbole du transfert de compétences en matière d'habitat indigne, près de trois mois après le drame de la rue d'Aubagne.

La problématique sera encore à l'ordre du jour du conseil municipal, lundi prochain. Dans le droit fil de cette délégation de pouvoir, la municipalité va voter une convention de gestion avec la Métropole. Si jusque-là, cette dernière était à l'œuvre dans les opérations d'aménagement pour traiter l'habitat indigne, elle va ainsi s'occuper, « pour plus de réactivité », de veiller aux travaux d'office et de relogement. Le maire se dépossède donc de son pouvoir de police de l'habitat.

Une ligne politique qui se retrouve à travers le rapport d'orientations budgétaires (ROB), qui sera en débat. En attendant, le vote du budget et les sommes allouées, le mal logement est surtout vu sous le prisme du service de préven-



Rue Clovis-Hugues, de nombreux immeubles sont en péril. PHOTO D.C.

tion et gestion des risques. « L'ampleur et les impacts des événements dramatiques de la rue d'Aubagne, nécessitent un engagement fort et visible de la Ville », assure-t-elle. Une synergie entre services et institutions est promue, ainsi que le « renforcement de moyens humains et budgétaires ».

« Depuis de nombreuses années, la Ville a mis en place une stratégie de réponse à l'extrême précarité des habitants de Noailles », ose la municipalité, sans plus de détails. Sauf financier : 1 million d'euros pour les 5 dernières années. Soit 200 000 euros par an. Soit la moitié de ce qu'il a fallu déboursier pour monter le mur de la Plaine.

Florent de Corbier



Le manifeste souhaite notamment « le maintien des commerces de proximité et la fin de la prolifération de centres commerciaux et autres attrape-touristes ». PHOTO M.BI

Vivante, verte et populaire : Marseille se manifeste

CONVERGENCE

Collectifs de quartiers, association d'usagers, syndicats, Marseillais en colère présentent ce matin à 11h à l'Équitable Café un manifeste pour une « Marseille verte, vivante et populaire ». Une union inédite pour rappeler que la ville appartient à ses citoyens.

Les taudis, les écoles délabrées, les équipements et services inexistants, les transports publics indignes de la 2^e ville de France, la braderie du patrimoine et de l'espace public aux promoteurs : nous en avons assez. » Tenant sur une simple page A4, le *Manifeste pour un Marseille vivant et populaire* enfonce point par point les grands axes de la politique menée par la maison Gaudin. De l'Assemblée de la Plaine

aux Macdo de Saint-Barthélémy, des usagers de bibliothèques à l'UD CGT 13, en passant par le collectif du 5 novembre, le collectif anti-Partenariat public-privé des écoles ou les habitants de la Busserine-Picon, les signataires du document dessinent une ville chauffée à blanc, meurtrie, exaspérée mais déterminée à faire changer les choses. Le samedi 2 février, ce Marseille-là sera à nouveau dans la rue pour une grande marche pour le logement et le droit à la ville qui s'élancera à 14h du cours Julien.

« Réquisition de logements vacants, transports en commun gratuits, financement non clientéliste des associations, fin de l'abattage compulsif des arbres, etc. ». Presque trois mois après les effondrements des immeubles rue d'Aubagne, les combats épars menés aux quatre coins de la ville se sont trouvés des dénominateurs communs. « C'est inédit, c'est la première fois que les Marseillais se sen-

tent touchés, collectivement et de manière commune. Le drame du 5 novembre a révélé des politiques publiques qui, par incurie ou par choix délibéré, tournent le dos à la grande majorité », relève Fathi Bouaroua, président d'honneur de la communauté Emmaüs Pointe Rouge et membre du collectif du 5 novembre. « C'est une façon d'édicter des communs, ça répond à une tendance à la convergence. C'est aussi une façon de transformer le négatif en positif », abonde Patrick Lacoste d'un Centre-Ville pour tous.

« La Ville, c'est nous »

La politique menée depuis 24 ans par la municipalité, dédiée à « l'attractivité de la ville », expression fourre-tout, justifiant des projets vitrines décidés sans concertation réelle et déconnectés des besoins des habitants montre ses limites. Quartiers Nord, quartiers Sud, militants, syndiqués ou primo arrivants, le ras-le-bol touche tout le monde. « Jusqu'ici, il y avait

toujours de grandes difficultés à lier les problématiques des quartiers périphériques et du centre-ville. Le 5 novembre a rappelé que le mal logement et les difficultés d'accès aux services publics concernent toute la ville », détaille Patrick Lacoste. C'est bien ce qui pousse les signataires à manifester pour un droit à un logement digne mais aussi à un droit à la ville. « Signer ce manifeste va de soi. On pousse depuis très longtemps pour que la Ville change de paradigme. La politique menée par la municipalité a provoqué une paupérisation de Marseille, une ville coupée en deux », décrit Soly MBae, militant de longue date, fondateur de B.Vice, une association dont les locaux, situés à la Savine, accueillent des ateliers artistiques pour les enfants du quartier. « Le drame du 5 novembre a réveillé des colères. Je crois qu'on s'était laissé endormir. À force de voir les pouvoirs publics passer en force, de voir les bétonneurs faire ce qu'ils voulaient, on s'était laissé aller au fatalisme », décrypte encore le militant associatif.

Une première étape en vue d'une mobilisation électorale ? « Ce n'est pas l'expression d'un programme politique, c'est une façon de mettre en synergie des combats », évacue Fathi Bouaroua. « Ce n'est ni un manifeste électoral ni un engagement aeternam, c'est la volonté d'exprimer une direction commune », ajoute Patrick Lacoste.

Prudent, Soly Mbae se dit toujours sceptique quant à la suite : « Je suis assez fatigué, j'appelle de mes vœux à un renouvellement de génération de militants. Mais en attendant, tant qu'il faudra mouiller le maillot, on sera là ». **Marius Rivière**

Retrouvez l'intégralité du « Manifeste pour un Marseille vivant et populaire » ainsi que la liste des signataires en flashant ce QR code ou en vous rendant directement sur lamarseillaise.fr rubrique Marseille.